

LES VIEILLES BATAILLES OUVRIERES:

LE CREUZOT (1870)

Dans ce fief féodal des Schneider dont le grand patron, en 1870, est en même temps, maire du Creusot, conseiller général, député et dont le fils, Henri, est conseiller d'arrondissement, la terreur règne. La ville subit une véritable dictature politique, économique et sociale de la famille Schneider.

Les ouvriers, les commerçants, toute la population sont à la merci des hommes de main du roi des marchands de canons.

En 1870, il y avait à l'usine, une caisse de secours alimentée par une retenue obligatoire de 2,5 pour cent sur les salaires, prélevée d'office par l'administration du grand patron. Les ouvriers ne pouvant pratiquement pas obtenir de secours de cette caisse fantôme, les ouvriers réclamèrent la gestion.

Schneider riposte aussitôt en privant de travail les deux militants les plus actifs, Assi et Lacaille. C'est alors que les travailleurs, à bout, déclanche la grève.

Trois mille soldats arrivent à l'appel de Schneider pour occuper l'usine et quatre jours après les neuf-dixièmes des ouvriers capitulent. Schneider veut bien rouvrir son usine mais «selon son bon plaisir» et tous les ouvriers suspectés de syndicalisme ou simplement de républicanisme sont impitoyablement licenciés.

Le 26 janvier 1870, Gambetta proteste avec énergie contre cet emploi de l'armée contre les travailleurs.

Les ouvriers n'en avaient pas moins succombés.

Aujourd'hui on ne se sert plus de l'armée, qui n'est plus très sûre pour ce genre de boulot.

On a inventé les Compagnies Républicaines de Sécurité, nouveau moyen de répression de Marianne IV, et les bonzes syndicaux pactisent avec l'Etat.